



## >> Interview



La leçon d'économie et de bon sens de l'ancien président d'Essilor

Xavier Fontanet :

**« les proportions d'argent qui sont parties sont considérables. Comment s'étonner que la croissance ne tourne pas ? »**

Le dernier livre de Xavier Fontanet est un grand succès de librairie. Les Français commencent enfin à ouvrir les yeux sur le déclin économique de la France et l'auteur nous invite à aller faire le tour du monde des solutions qui ont marché ailleurs : « Ce n'est pas par le dogme que l'on réussira, mais par l'initiative, l'expérimentation et le réalisme. L'Allemagne, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont connu ces périodes de doute profond. L'histoire de leur retournement ouvre des pistes et montre qu'il est possible de sortir de l'ornière. Si eux ont réussi, alors pourquoi pas nous ? » Xavier Fontanet est l'ancien président d'Essilor International. Diplômé des Ponts et Chaussées et du MIT (Massachusetts Institute of Technology), il a commencé sa carrière au Boston Consulting Group puis est devenu directeur général de Bénéteau, directeur de la restauration du groupe Wagons-lits, directeur général d'Essilor de 1991 à 1996 et PDG de 1996 à 2010. Il est également professeur affilié de stratégie à HEC.

« Pourquoi pas nous ? » de Xavier Fontanet est publié aux Éditions Les Belles Lettres



L'Hebdo-Bourseplus :

*« Votre livre est essentiel en termes de pédagogie économique sur l'exception française, car vous expliquez d'une manière très simple la situation dans laquelle nous sommes. Mais la France est aussi le pays qui a inventé la lutte des classes, à l'issue de la Révolution : n'est-ce pas ce qui bloque notre évolution ? »*

Xavier Fontanet :

D'abord, je me suis assuré que tout le monde puisse comprendre... Plus c'est important, plus c'est simple et, quand on formule bien les choses, tout le monde doit comprendre. Karl Marx a inventé la lutte des classes, l'idée que le profit est un salaire volé et que le salaire est un profit récupéré. C'est une idée complètement fautive parce que l'on voit bien que lorsque l'entreprise marche bien, tout le monde en profite et, quand elle marche mal, tout le monde souffre. Donc, l'idée qu'une entreprise marche à tous les coups, c'est une idée fautive. Il n'y a que le leader qui marche, le numéro deux marche un peu moins bien et les suivants ne marchent pas... Toute la compréhension sur le fait qu'une entreprise gagne ou ne gagne pas d'argent, c'est une découverte post lutte des classes et c'est ce qu'il faut expliquer à tous les syndicats. Quand tout le monde s'y met et quand il y a une bonne stratégie, tout le monde bénéficie de cette richesse. En revanche, quand tout le monde se tire dans les pattes et quand la stratégie est mauvaise tout le monde souffre, le patron comme l'ouvrier.

**Marx s'est inspiré de la Révolution française...**

Oui, on a cela en nous et nous sommes encore le dernier pays dans lequel les gens raisonnent encore un peu lutte des classes... Mais c'est en train d'évoluer. Par exemple, l'idée de la loi Macron, c'est que l'on doit baisser le prix des notaires pour donner de la valeur aux consommateurs. Mais on ne se rend pas compte qu'en baissant les marges des notaires, ils vont souffrir et toutes les petites entreprises vont claquer. On a encore, même au niveau gouvernemental, des raisonnements qui ne comprennent pas les mécanismes de concurrence. Il y a tout un travail à faire.

**Par exemple, les artisans se plaignent du niveau de charges peu élevé des auto-entrepreneurs et jugent que c'est une concurrence déloyale. Or, les**

**artisans ne se battent pas pour avoir un niveau de charges plus bas, mais pour que l'on augmente les charges des auto-entrepreneurs...**

Vous décrivez le corporatisme... D'abord, je trouve que c'est une idée formidable que celle des auto-entrepreneurs, parce que cela remet des gens au travail. Évidemment, un entrepreneur qui a moins de charges dispose d'un avantage concurrentiel par rapport à la partie simple des métiers. Mais dès que le métier devient un peu plus compliqué et technique, l'auto-entrepreneur ne peut plus être concurrentiel. Il faut que la puissance publique analyse tout cela et commence à analyser les différentes fonctions, parce qu'il faut bien que l'État vive avec un peu de recettes. Mais ce sont des problèmes qui vont se régler dans le temps. Regardez Uber : c'est une idée géniale... Au début, cela dérange, mais quand la taille de ces affaires sera devenue très importante, cela apportera une valeur à la société. Je pense que l'État est beaucoup trop lourd, mais il doit vivre tout en faisant en sorte que chaque activité économique soit rentabilisée. Maintenant, si les charges sont trop élevées, c'est parce que l'on a laissé beaucoup trop l'État se développer, les politiques de subventions sont trop importantes et les charges sont trop élevées. Si les gens ralentissent, c'est parce qu'ils sont trop taxés. Ce n'est pas bien de faire de l'argent non déclaré, mais quand les fiscalités sont déraisonnables, dans tous les pays du monde cela génère du noir ou de l'exil. Bien sûr, il faut répéter que ce n'est pas bien de faire du noir, mais ce n'est pas bien d'avoir des fiscalités déraisonnables. Il faut que les puissances publiques calent les États au même niveau que ceux d'à côté.

**Paradoxalement, l'économie informelle sauve des millions de gens de la famine en Afrique ou en Asie...**

Oui, il faut démarrer, l'économie est une manière vivante. Le côté intéressant de l'économie informelle, c'est que cela met les gens debout par la débrouillardise. Il faut laisser tout cela, mais, à un moment donné, il faut participer à la solidarité nationale. C'est une question de dosage. Il y a des nouveaux modèles économiques très intelligents dans l'économie informelle, mais à partir d'une certaine part de PIB, tout le monde doit participer.

**Vous dénoncez cette arrogance française, car on a trop tendance à penser que l'on est le centre du**

**monde et que la planète doit prendre exemple sur nous... Or, ceux qui ne nous copient pas se portent mieux...**

Notre gros défaut, c'est la spécificité française : c'est-à-dire considérer que nous ne sommes pas comme les autres. Évidemment, nous sommes tous différents, mais il y a un peu d'arrogance à considérer que nous sommes différents à un point tel que ce que font les autres ne nous intéresse pas ! J'ai beaucoup vécu en Asie et l'un des éléments du succès de l'Asie et de sa croissance, c'est qu'elle s'est inspirée des formules qui marchaient dans les pays développés. Ils ont pris les bonnes idées. En France, on refuse ce qui marche, avec un mélange d'arrogance et de manque de confiance en soi, en n'acceptant pas ce que les autres peuvent faire. Mon livre est construit autour de ce tour du monde des solutions, avec un grand nombre d'idées, des idées qui marchent ailleurs. Je considère que ces idées qui marchent ailleurs, on pourrait s'en inspirer. L'innovation a toujours été au cœur des affaires dont j'ai eu la responsabilité et, plus vous voyagez, plus vous découvrez des choses très astucieuses à côté. Donc, on se dit qu'il serait intéressant de s'en inspirer. Il faut faire tomber toutes ces idées de spécificité, que j'appelle arrogance, parce qu'on a tendance à se prendre un peu trop au sérieux.

**Quand on explique que la France pourrait connaître une situation similaire à celle de la Grèce, il y a toujours quelqu'un pour vous interrompre sur un air hautain : « Cher Monsieur, ce n'est pas possible, on est quand même en France... »**

Oui et c'est une idée fautive ! La grande difficulté que nous rencontrons actuellement, c'est de ne pas dire les choses franchement, de ne pas dire qu'un jour il faudra rembourser les dettes, de ne pas dire qu'un déficit c'est très grave, de continuer de dire que les intérêts sont très bas et que ce n'est pas grave d'avoir une dette aussi importante... Ce sont des idées fautes qui incitent à ne pas entreprendre les réformes. Dans tous les pays que j'ai pris comme exemples - le Canada, l'Allemagne et la Nouvelle-Zélande, à l'exception de la Suisse qui est un modèle qui marche tout le temps - à un moment donné, quelqu'un a tapé du poing sur la table en disant que cela suffisait. Pour l'instant, notre président ne le fait pas et l'histoire montrera que



c'est extrêmement grave. Le président Chirac a laissé filer la commission Pébereau, qui déjà, à l'époque, lui disait qu'il fallait taper un grand coup sur la table, alors qu'à l'époque la sphère publique était à 52% et le déficit public à 60%. Depuis, on s'est collé 700 milliards de dettes en plus et les choses commencent à devenir extrêmement graves puisque la dette est de l'ordre de grandeur du PIB, c'est-à-dire deux fois le chiffre d'affaires des impôts ! Imaginez une boîte qui perdrait 8% de son chiffre d'affaires et dont l'endettement serait égal à deux fois son chiffre d'affaires !

**Avec de tels chiffres, le chef d'entreprise irait directement à l'ombre...**

Oui, on l'arrêterait tout de suite... Évidemment, les responsabilités sont complètement diluées. Il est temps d'arrêter les âneries, de dire les choses franchement et de vraiment taper du poing sur la table ! Le livre est une incitation à arrêter les âneries, car les choses deviennent vraiment graves. Pour autant, il ne faut pas non plus être paniqué, car trois pays étaient dans la même situation que nous et ils ont réussi à tout rattraper sur 10 ans. Mais c'est maintenant qu'il faut agir parce que chaque année qui passe, c'est 80 à 100 milliards de dettes supplémentaires. Nous atteignons des niveaux très dangereux. Il est très facile de dépenser 80 milliards, mais avoir un excédent de 80 milliards, c'est une autre paire de manches.

***Vous nous expliquez qu'il faut agir maintenant, parce que demain il sera trop tard. Mais c'est un discours que l'on entend depuis Raymond Barre et l'on croit que ce n'est pas trop tard, puisque les gens continuent de vivre normalement...***

Il y a à peu près 1000 députés et sénateurs, ils ont une durée de vie de 20 ans et la dette a augmenté de 2000 milliards sur 40 ans : cela veut dire qu'il y a 2000 députés ou sénateurs qui ont créé 2000 milliards de dettes. Donc chaque député a créé un milliard de dettes et chaque député a la responsabilité d'un milliard de dettes ! C'est une question de responsabilité. Les inspecteurs des finances et tous les hauts fonctionnaires de Bercy sont aussi coresponsables, parce qu'ils sont garants des finances publiques. Ils peuvent répondre que c'est politique, mais ils ont la responsabilité d'assurer la continuité. Certains sont depuis très longtemps dans ce ministère, donc ils ont aussi une responsabilité. Si l'on est dans un monde sans responsabilités, avec des masses financières aussi importantes, c'est quand même assez inquiétant. Mais je suis convaincu que les choses arriveront un jour et ce livre, s'il peut accélérer la prise de conscience, ce sera déjà un bon boulot. Mais les journalistes jouent un rôle colossal, parce qu'ils font passer les idées.

***La moitié des Français ne paient pas d'impôts et, avec les dernières décisions du gouvernement, on***

***peut penser que 60 à 70% des Français ne paieront plus d'impôts : ils se sentent donc totalement déresponsabilisés...***

C'est une décision dramatique ! Le gouvernement achète les voix... On se retrouve avec beaucoup de gens qui paient plus d'impôts qu'ils n'ont de revenus, on a réintégré dans les structures de revenus des revenus non touchés, donc beaucoup de gens vont payer plus d'impôts qu'ils n'ont de revenus : donc, ils partent... Le gouvernement, comme le Parlement, ne suit pas avec assez d'attention les départs. Une étude indiquait que les consulats estimaient à 1,6 million le nombre de gens qui ont quitté la France, alors qu'en réalité on serait proche de 2,5 millions ! En effet, il y aurait pratiquement 800 000 Français qui ont quitté le pays et qui ne se déclarent même plus auprès de leur consulat. L'exil est donc beaucoup plus fort que ce que l'on imagine. En Suisse, dans certains cantons, on trouve jusqu'à 75 milliards de fortunes françaises ! Quand on additionne le tout, on arrive à des ordres de grandeur de 500 à 1000 milliards. Quand vous savez que le CAC 40, c'est 1500 milliards et que l'ensemble des actifs français représente 3000 milliards, cela montre bien que les proportions d'argent qui sont parties sont considérables. Comment s'étonner que la croissance ne tourne pas ? ■